Saignée au Mouton noir de la télé

TQS abolit 40 postes

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

L'ambiance n'était pas à la fête hier dans le Loft de TQS. Invoquant la crise de la télévision généraliste, le maître du Loft a expulsé 40 de ses 645 employés.

TQS supprime 15 postes à Montréal, 15 postes à Québec et 10 postes dans ses stations régionales de Sherbrooke, Trois-Rivières et Saguenay. Les premiers employés licenciés ont fait leurs boîtes hier.

Le « Mouton noir » de la télévision québécoise assure que les téléspectateurs ne verront aucune différence à l'écran. À une exception près: l'annulation de la tournée régionale de l'émission *Caféine*, qui durait trois minutes chaque matin. « Ce sera la seule modification résultant des coupes qui sera visible pour les téléspectateurs », dit Claude Deraîche, directeur des communications de TQS.

TQS dit avoir tout tenté afin d'épargner sa salle de nouvelles. L'entreprise a tout de même dû supprimer trois postes et demi de journaliste. « On coupe partout ailleurs, de l'administration à la technique, des ventes à la comptabilité en passant par des postes de réceptionniste, dit M. Deraîche. Certains postes à temps plein deviendront aussi des postes à temps partiel. »

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

TQS dit avoir tout tenté afin d'épargner sa salle de nouvelles. L'entreprise a tout de même dû supprimer trois postes et demi de journaliste.

Le président de TQS, René Guimond, a convoqué les employés hier à 14h dans les bureaux de TQS à Montréal afin de leur annoncer lui-même la mauvaise nouvelle. Celle-ci survient au lendemain de l'assemblée annuelle de Cogeco, qui détient 60 % des actions de TQS. Lundi, Cogeco et son partenaire CTVglobemedia, qui détient le reste des actions, ont annoncé leur intention de se pencher sur l'avenir de leur réseau de télévision déficitaire. « Les deux événements ne sont pas reliés, dit M. Deraîche. L'annonce des licenciements se préparait depuis quelque temps. Notre année financière n'est commencée que depuis septembre, mais on a vu qu'il fallait agir vite. Plus on agissait rapidement, moins les mesures à prendre seraient sévères. »

Le milieu syndical n'est pas du même avis. « C'est peut-être un signal envoyé à Cogeco. TQS veut dire à son propriétaire qu'il essaie de faire quelque chose pour régler la situation », dit Pierre Roger, secrétaire général de la Fédération nationale des communications, un regroupement de syndicats affilié à la CSN qui représente environ 300 des 600 employés de TQS.

La Fédération nationale des communications se demande comment TQS fera afin de maintenir la qualité de sa programmation avec 40 employés en moins. « Tout le monde vous dira que TQS n'a jamais roulé sur l'or, dit M. Roger. Les gens font des miracles avec les moyens à leur disposition. »

Les syndiqués et les patrons de TQS s'entendent sur un point: l'avenir de TQS restera fragile tant que les réseaux généralistes ne pourront pas toucher une partie des redevances versées aux réseaux spécialisés comme RDS. « Cette iniquité constitue un facteur aggravant des problèmes de rentabilité auxquels les chaînes généralistes privées canadiennes sont confrontées », a dit le président de TQS, René Guimond, par voie de communiqué.

L'annonce de TQS survient aussi quelques semaines seulement après que Radio-Canada ait annoncé son intention de se désaffilier des stations régionales du Mouton noir à Sherbrooke, Trois-Rivières et Saguenay. « Ça fait partie de l'équation, mais ce n'est pas l'élément déclencheur des coupes d'hier », assure M. Deraîche.

TQS compte maintenant environ 600 employés et une centaine d'artistes et de pigistes.

Benoît Laliberté tenait un discours douteux

DENIS ARCAND

C'est à cause de l'ambiguïté et de la controverse entourant ses annonces de contrat douteuses que le président et fondateur de Jitec, Benoît Laliberté, s'est fait montrer la porte par le conseil d'administration de sa propre entreprise dès la fin d'octobre 2000, trois mois seulement après le lancement en Bourse de la firme.

C'est ce qu'a indiqué hier Michel Brown, ancien vice-président à l'exploitation de Jitec. L'action de cette firme de télécommunications a grimpé sur l'annonce de deux contrats multimillionnaires, en 2000, avant qu'un scandale dégonfle le titre et que Jitec ferme dans le scandale, en 2001.

M. Brown a témoigné hier lors du procès pénal de M. Laliberté, accusé par l'Autorité des marchés financiers (AMF) de 48 infractions à la Loi sur les valeurs mobilières.

« Je me souviens que j'ai a été convoqué au bureau de Paul Massicotte (le sénateur libéral et homme d'affaires, qui était président du conseil d'administration de Jitec), à la Place Alexis-Nihon, où il m'a posé à peu près les mêmes questions que vous aujourd'hui », a dit M. Brown, qui répondait hier aux questions du procureur de l'AMF, Marc-André Fabien, au sujet de l'exactitude d'annonces de contrat faites en 2000 par Jitec.

« M. Massicotte m'a vu moi d'abord, puis M. Laliberté ensuite », a dit M. Brown. Après les deux interrogatoires, le sénateur a fait revenir M, Brown dans son bureau et lui a dit: « Il faut que Benoît Laliberté s'en aille et il faut clarifier ces annonces immédiatement », a dit M. Brown.

Trois fausses annonces

L'AMF accuse, entre autres, M. Laliberté d'avoir fait trois annonces fausses ou trompeuses aux marchés, concernant l'annonce de deux importantes transactions: une de 105 millions de dollars avec Canada Payphone Inc., de Vancouver, et une de 40 millions avec Powernet USA, une firme dont deux cadres et actionnaires, Carlos et Tulio Ocampo, ont récemment été condamnés en Floride à cinq ans de pénitencier pour trafic de cocaïne.

Hier, M. Brown a expliqué que la Bourse de Montréal avait en octobre 2000 suspendu le titre de Jitec et exigé de la firme une clarification sur l'annonce de la « transaction » de 105 millions. « C'était le branle-bas de combat dans toute l'entreprise », a dit M. Brown. Quand Jitec a précisé qu'il s'agissait d'une lettre d'entente (et non d'un contrat), « l'impact a été très gros sur nos relations avec les clients et les investisseurs, ainsi que sur nos opérations, nos fournisseurs et nos employés », sans parler de l'action qui a piqué du nez.

« Y avait-il un contrat de signé au moment où le communiqué de presse a été diffusé? a demandé Me Fabien.

« À ma connaissance, non », a répondu M. Brown.

Obsédé par la Bourse

M. Brown, bras droit de Benoît Laliberté chez Jitec, trouvait aussi que son patron était obsédé par la Bourse, qu'il aurait dû passer plus de temps à développer la jeune firme technologique et moins de temps à « se casser la tête avec la valeur de l'action ».

Michel Brown, qui était vice-président à l'exploitation de Jitec, a raconté hier que Jitec employait même le fils d'un important actionnaire « qui passait son temps au bureau à surveiller l'action de Jitec à la Bourse », a dit M. Brown. « Il était installé dans un bureau, avec des écrans (d'ordinateur) et des logiciels », a raconté M. Brown.

M. Laliberté a réitéré hier devant les médias qu'il est innocent et victime de la mauvaise foi de l'ancienne Commission des valeurs mobilières et des actions néfastes du spéculateur et homme d'affaires Herbert Black.

« Onze offres d'achat le deuxième jour »

IMMOBILIER

suite de la page 1

L'année 2008 sera très bonne, souligne Sandra Girard, bien que la croissance s'annonce moins vive qu'en 2007. Les reventes devraient grimper de 3 % dans le secteur des appartements en copropriété (à 11 600 transactions), et se stabiliser à 26 400 pour les maisons unifamiliales, après une hausse de 9 % en 2007.

Du côté des « plex », le nombre de transactions baissera de 6 % l'an prochain, prévoit la SCHL, après un gain de 7 % en 2007. Un recul qui s'explique par la remontée du taux d'inoccupation des logements, « ce qui rendra ce type d'habitation un peu moins attrayant ».

Les prix poursuivront sur leur lancée dans toutes les catégories en 2008. Selon la SCHL, les condos et des plex se vendront 5 % plus cher et les maisons unifamiliales, 6 %.

Mises en chantier

Après un bond de 10 % cette année, les mises en chantier diminueront à l'échelle du pays l'an prochain. Elles atteindront 214 000 pour l'ensemble du Canada (-6 %), 48 000 au Québec (-8 %) et 23 500 dans la région de Montréal (-6 %), prévoit la SCHL.

« Le repli de l'activité l'an prochain sera essentiellement attribuable à la hausse des prix des habitations observée au cours des dernières années, laquelle a fait monter les charges de remboursement hypothécaire », explique Bob Dugan, économiste en chef à la SCHL, dans un rapport publié hier.

Le nombre de reventes aura progressé de 7,6 % au Canada cette année, à 521 000, et devrait décliner de 3,9 % en 2008, selon la SCHL. Les prix moyens augmenteront de 10,1 % cette année et de 4,2 % l'an prochain, dynamisés par la vigueur de l'Ouest canadien, rapporte l'agence fédérale. Le portrait de l'immobilier au Canada contraste fortement avec celui des États-Unis, où la crise du crédit hypothécaire continue de faire des ravages.

Au cours de la période de 12 mois terminée en août, les prix ont chuté de 4,4 % dans les 20 régions métropolitaines étudiées par Standard&Poors, a-t-on appris hier. Il s'agit du pire déclin en au moins six ans.

La confiance des consommateurs américains est fortement ébranlée par la crise immobilière. L'indice de confiance du Conference Board a glissé à 95,6, comparativement à 99,5 en septembre, son plus fort déclin depuis octobre 2005.

SECTEURS OÙ LE CONDO A REPRIS LE PLUS DE VIGUEUR

Secteurs	Mises en chantier[1]	Var. en % p/r à 2006
Brossard	585	30 %
Arr. Mercier/H-Maisonneuve	321	17 %
Arr. Verdun	552	★★★
Arr. Saint-Léonard	274	★★★
Arr. Plateau-Mont-Royal	223	40 %
Terrebonne	183	48 %
Arr. Rosemont/Petite Patrie	178	★★★
Repentigny	166	28 %
Arr. Ahuntsic/Cartierville	143	★★★
Arr. RDP/PAT	157	★★★

[1] Janvier à septembre

★★★ : hausse supérieure à 100 %

Source: SCHL

LIQUIDATION DE VÊTEMENTS POUR HOMMES
COSTUMES, MANTEAUX, CHEMISES ET ACCESSOIRES
MODE DE CONCEPTEURS EUROPÉENS SUPÉRIEURS
• STEFANO RICCI • RAVAZZOLO • JAGUAR • SAN REMO • REPORTER
Rabais jusqu'à 80% du prix courant
Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h
Samedi et Dimanche de 10 h à 17 h
Encanteurs Omega
491, Lebeau, bureau 100, Saint-Laurent
(au sud de Côte-Vertu, 1 rue à l'ouest de l'autoroute 15) Tél. : 514-788-5155
3517804 3517808

DOMUSVI
Une entreprise française chef de file dans la gestion de résidences privées de soins longue durée, y compris des agences d'aide à domicile et des cliniques de court et moyen séjours
a fait l'acquisition de l'entreprise
Groupe Santé Sedna
Une entreprise œuvrant dans les secteurs de l'hébergement et des soins de longue durée, des soins infirmiers et d'assistance au Québec.
RSM Richter Inc. et Kaufman Laramée ont agi comme conseillers financiers et juridiques pour l'acquéreur.
RSM Richter Inc. KAUFMAN LARAMÉE AVOCATS S.E.N.C.R.L.
3518852A

Antonio Cioffi

Le conseil d'administration de Sélection du Reader's Digest (Canada) SRI est heureux d'annoncer l'élection de Antonio Cioffi au poste de Président et chef de la direction de l'entreprise.

Avant de se voir offrir ces nouvelles responsabilités au sein de l'entreprise, monsieur Cioffi occupait le poste de chef des opérations financières et vice-président senior des opérations et des technologies de l'information. Depuis son arrivée chez Sélection du Reader's Digest Canada en 1998, monsieur Cioffi a rapidement gravi les échelons et contribué à de nombreux projets clés pour la corporation. Il a également aidé de façon considérable certaines divisions de la compagnie en partageant son expertise en finance et en gestion des opérations.

Monsieur Cioffi est détenteur d'un baccalauréat en sciences de l'Université Concordia et d'un diplôme d'études supérieures en comptabilité publique de l'Université McGill. Il est également membre de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

Une institution canadienne depuis plus de 60 ans, Sélection du Reader's Digest Canada est l'une des plus importantes entreprises d'édition et de marketing direct de magazines, de livres, de collections musicales et de DVD au Canada. Visitez notre site Internet à www.selection.ca

Sélection Reader's Digest
3518706